

Abstracts

'Who wanted the crèches: working mothers and the birth-rate in France 1900–1950'

Siân Reynolds, *Department of French, University of Edinburgh*

This article traces the history of the crèche in France, the country of its invention, and relates it to the population debate. Devised by philanthropists to combat the high infant mortality associated with wet-nursing, it was favourably viewed by early twentieth-century pro-natalists. After 1918, they came to disapprove of it as encouraging mothers to go out to work, but by now well-established, it was being promoted by left-wing town councils in programmes to improve working-class health. Neither the left nor feminists of the day tried seriously to argue for it as a means to liberate women – a function it assumed only after World War II. The present relatively generous crèche provision in France may owe its existence more to demographic concerns than to pressures from either parents or the women's movement.

Abortion in Weimar Germany: the debate amongst the medical profession

Cornelie Usborne, *Department of History, Roehampton Institute, London*

This paper arises from a larger study of fertility control and population policy in Germany, 1910–1928, concerned with the tension between state population programmes and individual attempts to obtain reproductive choice. The aspect examined here is the medical ideology and its influence on abortion law and regulation. The medical discourse is considered in terms of political and gender allegiances, which reveals some striking differences from the largely united opinion of a profession which, more than any other pressure group, determined national policy and accelerated the process of state intrusion into the intimate sphere of reproduction.

The German response to the birth-rate problem during the Third Reich
Fridolf Kudlien, *Institut für Geschichte der Medizin und Pharmazie, Christian-Albrechts-Universität zu Kiel*

This article is concerned not only with the attitudes and decisions of government but also with the attitudes (including prejudices) and the forms of behaviour (including resistance) of the population.

The article is divided into four sections. First, certain characteristics of the pre-Nazi period are outlined briefly. Secondly, early Nazi attitudes (before 1933) are given some consideration and here the main emphasis is on Hitler himself. The next section deals with the pre-war period of the Third Reich, focusing particularly on legislation and its consequences. Finally, the discussion turns to the war-time situation, with its special problems, such as the desperate attempts to increase the number of births.

The illegitimacy question in Germany, 1900–1945. Areas of tension in social and population policy

Georg Lilienthal, *Medizinhistorisches Institut, Johannes Gutenberg-Universität Mainz*

Three features dominate discussions of the illegitimacy question in Germany during the first half of the twentieth century: the definition of law of the unmarried woman and her child, their integration into social welfare programmes and their relevance to population policy. These three aspects were ever-present determinants in the lives of the unmarried mother and her child. The change of political systems only shifted the emphasis of these features. In the Wilhelmine Reich a law on illegitimacy was passed which for the first time operated throughout Germany. However, the law discriminated against both mothers and their children. Only with the improvement of their living conditions during World War I were the objectives of population policy and the preservation of social peace realized. The Weimar Republic tried to remove legal discrimination and strengthen social justice. During the Third Reich, however, the illegitimacy question was dominated by aspects of population and racial policy.

The debate on the declining birth-rate in Britain: the menace of an ageing population, 1920s–1950s

P. M. Thane, *Goldsmiths' College, University of London*

Between the 1920s and 1930s, concern was expressed in Britain, chiefly by politicians, demographers and economists, about the possible effects of the decline in the birth-rate. This paper focuses upon fears about the effects of the ageing of society which would result. These fears were at a peak between the mid 1930s and

late 1940s, but took on a different, more optimistic character amid the full employment of the post-war period compared with that of the pre-war depression. The chief sources are the publications of leading protagonists, official, semi-official and academic investigations.

Extraits

'Qui demande les crèches? Les mères au travail et la natalité en France 1900–1950'
Siân Reynolds, *Department of French, University of Edinburgh*

Inventée en France, la crèche collective a été impliquée à plusieurs reprises dans le débat démographique. Inaugurée dans le souci philanthropique d'enrayer la mortalité infantile d'enfants envoyés en nourrice, la crèche est d'abord approuvée par les natalistes du début du siècle. A partir de 1918 par contre, le mouvement nataliste la voit d'un mauvais œil: selon lui, elle incite les mères de famille à chercher du travail. Mais déjà bien implantée, elle fait partie désormais des programmes d'amélioration de la santé de la classe ouvrière mis en œuvre par des municipalités de gauche. Ni la gauche, ni le mouvement féministe de l'époque ne revendiquent la crèche comme moyen de libérer les femmes – cette fonction n'apparaît clairement qu'après la Deuxième Guerre Mondiale. Les crèches – relativement nombreuses en France par rapport aux pays anglo-saxons – doivent peut-être leur existence davantage aux soucis démographique qu'aux revendications des parents d'enfants ou du mouvement des femmes.

L'avortement en Allemagne sous la république de Weimar: une matière à débat pour la profession médicale

Cornelie Osborne, *Department of History, Roehampton Intitute, London*

Cet article est tiré d'une étude plus ample du contrôle de la fertilité et de la politique de peuplement en Allemagne de 1910 à 1928, face au conflit entre les programmes de population venant de l'état et les tentatives individuelles pour arriver à une regulation des naissances. L'aspect retenue ici est l'idéologie médicale et son influence sur la loi concernant l'avortement et le contrôle des naissances. Une comparaison des positions des médecins, s'ils sont homme ou femme, de gauche ou de droite démontre qu'à ce point il existe de grandes divergences malgré une opinion quasi-unanime parmi la profession qui, bien plus que tout autre groupe de pression, déterminera la politique nationale et activera le processus de l'intrusion de l'état dans un domaine aussi intime que la reproduction.

La réaction allemande devant les problèmes de natalité sous le régime hitlérien
Fridolf Kudlien, *Institut für Geschichte der Medizin und Pharmazie, Christian-Albrechts-Universität zu Kiel*

Cet article étudie non seulement les attitudes et les mesures prises par le gouvernement, mais encore les positions de la population (y compris ses préjugés) et ses divers comportements (y compris sa résistance).

L'étude comporte quatre volets. Après une esquisse de certaines tendances caractéristiques de la situation pré-Nazie (avant 1933), une deuxième partie étudie l'attitude adoptée sous le nazisme naissant et principalement par Hitler lui-même. Suite alors une étude du nazisme d'avant la guerre et notamment la législation et ses conséquences. Enfin le dernier volet traite de la situation pendant la guerre, ce qui pose des problèmes tels, par exemple, les tentatives désordonnées pour stimuler l'accroissement des naissances.

Le problème de l'illégitimité en Allemagne de 1900 à 1945: un domaine de tension en matière de politique sociale et démographique.

Georg Lilienthal, *Medizin Historisches Institut, Johannes Gutenberg-Universität Mainz*

Trois points émergent des discussions sur les problèmes d'illégitimité en Allemagne pendant la première moitié du vingtième siècle: la définition légale de la femme non mariée et de son enfant, leur intégration dans des programmes d'assistance sociale et le rapport avec la politique démographique. Ces trois points ont constamment déterminé la vie de la femme non mariée et de son enfant. Les changements de systèmes politiques ont seulement eu pour effet de donner plus d'importance à l'une ou l'autre de ces questions. Pendant le Reich de Guillaume III, une loi sur l'illégitimité a été votée, qui pour la première fois, était applicable dans l'Allemagne entière. Cependant, la loi était discriminatoire contre les mères et leurs enfants. Les objectifs démographiques et de préservation de la paix sociale ont seulement pu se réaliser lors de la première guerre mondiale avec l'amélioration générale des conditions de vie. La République de Weimar a essayé d'abolir la discrimination légale et de renforcer la justice sociale. Mais sous le troisième Reich, le problème de l'illégitimité a été dominé par des aspects de politique raciale et démographique.

Le débat sur la chute de la natalité en Grande Bretagne: la menace du vieillissement de la population pendant les années 1920-1950

P. M. Thane, *Goldsmiths' College, University of London*

Entre les années 1920 et 1930 ce sont surtout les politiciens, les démographes et les économistes qui, en la Grande Bretagne, ont exprimé leurs soucis quant aux conséquences possibles du déclin de la natalité. L'article étudie essentiellement la crainte des effets du vieillissement de la population qui en résulteraient. Ces soucis

culminèrent du milieu des années 1930 à la fin des années 1940, puis ils prirent une tournure plus optimiste grâce au plein-emploi de l'après-guerre succédant à la crise économique de l'avant-guerre. Les principales sources de l'époque sont les publications des plus importants protagonistes et les enquêtes officielles, semi-officielles et académiques.

Kurzfassungen

Wer wollte die Kinderkrippen? Arbeitende Mütter und die Geburtenrate in Frankreich 1900–1950

Siân Reynolds, *Department of French, University of Edinburgh*

Dieser Aufsatz verfolgt die Geschichte der Tagesstätten für Kleinkinder in Frankreich, dem Land also, in dem sie zuerst auftauchten, und bezieht diese Entwicklung auf die zeitgenössischen bevölkerungspolitischen Debatten. Ursprünglich von philanthropischer Seite als Mittel zur Bekämpfung der mit dem Ammenwesen verbundenen hohen Säuglingssterblichkeit gedacht, wurden die Kinderkrippen von den Pronatalisten zu Beginn des Jahrhunderts zunächst begrüßt, nach 1918 aber abgelehnt, da sie junge Mütter zur Aufnahme außerhäuslicher Arbeit ermunterten. Inzwischen waren die Kinderkrippen aber weit verbreitet, und sie wurden nun durch linke Stadträte in Programmen zur Verbesserung der Gesundheitssituation der Arbeiterklasse gefördert. Sie wurden freilich weder von der Linken noch vom damaligen Feminismus ernsthaft als Mittel zur Befreiung der Frau propagiert – diese Funktion sollte den Kinderkrippen erst nach dem 2. Weltkrieg zugesprochen werden. Die gegenwärtig in Frankreich recht großzügige Versorgung mit Kinderkrippen scheint sich allerdings mehr demographischen Befürchtungen als dem Druck von Eltern oder von der Frauenbewegung zu verdanken.

Abtreibung in der Weimarer Republik: Der medizinische Diskurs

Cornelie Osborne, *Department of History, Roehampton Institute, London*

Dieser Beitrag ist ein Teil einer größeren Arbeit über Geburtenregelung und Bevölkerungspolitik in Deutschland, 1910–1928, der den Konflikt zwischen staatlichen Bevölkerungsmaßnahmen und individueller Geburtenkontrolle untersucht. Hier geht es speziell um die Position der Ärzteschaft in der Abtreibungsfrage und deren Einfluß auf die Strafrechtsreform und Regierungsrichtlinien. Ein Vergleich von konservativen und sozialistischen Medizinerinnen sowie von Ärzten und Ärztinnen erhellt zum Teil einschneidende Meinungsverschiedenheiten aber auch eine grundlegende Übereinstimmung der Berufsgruppe, die wie keine andere die

staatliche Reproduktionspolitik mitbestimmte und den Prozeß der offiziellen Kontrolle über das persönliche Gebärverhalten beschleunigte.

Das Deutsche Verhalten während des Dritten Reiches im bezug zu die geburtenrate
Fridolf Kudlien, *Institut für Geschichte der Medizin und Pharmazie, Christian-Albrechts-Universität zu Kiel*

Dieser Aufsatz beschäftigt sich nicht nur mit regierungs-offiziellen Haltungen und Maßnahmen, sondern auch mit Einstellungen (einschließlich Vorurteilen) und Verhaltensformen (einschließlich Widerstand) auf Seiten der Bevölkerung.

Unser Beitrag ist in vier Abschnitte gegliedert: Zuerst werden bestimmte Tendenzen der Vor-Nazi-Zeit kurz skizziert. Zweitens wird die Haltung der frühen NSDAP (vor 1933) betrachtet, wobei der Hauptton auf Hitler selber liegt. Sodann beschäftigen wir uns mit der Vorkriegs-Periode des Dritten Reiches (Gesetzgebung und ihre Folgen). Schließlich wird die Situation während des Krieges mit ihren speziellen Problemen (zum Beispiel krampfhafte Versuche, die Geburtenzahl zu erhöhen) diskutiert.

Die Unehelichenfrage in Deutschland, 1900–1945. Gefahrenzonen in der Sozial – und Bevölkerungspolitik Georg Lilienthal, *Medizin Historisches Institut, Johannes Gutenberg-Universität Mainz*

Die Unehelichenfrage in Deutschland in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts war gekennzeichnet von drei Tendenzen: der rechtlichen Abgrenzung, der sozialen Fürsorge und der bevölkerungspolitischen Instrumentalisierung. Sie bestimmten kontinuierlich das Leben der ledigen Mutter und das ihres Kindes. Der Wechsel der politischen Systeme bedingte nur eine unterschiedliche Gewichtung der Tendenzen. Im Wilhelminischen Kaiserreich wurde erstmals ein für ganz Deutschland gültiges, jedoch Mutter und Kind diskriminierendes Unehelichenrecht geschaffen. Die Verbesserung ihrer Lebensverhältnisse diente angesichts des Ersten Weltkrieges der Verwirklichung bevölkerungspolitischer Ziele und der Wahrung des sozialen Friedens. Die Weimarer Republik bemühte sich, die rechtliche Ausgrenzung zu überwinden und die soziale Sicherheit zu stärken. Während des Dritten Reiches hingegen dominierten in der Unehelichenfrage die bevölkerungs – und rassenpolitischen Absichten.

Die Debatte über den Rückgang der Geburtenrate in Großbritannien: die 'Drohung' einer überalterten Bevölkerung in den 1920er bis 1950er Jahren
P. M. Thane, *Goldsmiths' College, University of London*

In Großbritannien wurden in den 20er und 30er Jahren unseres Jahrhunderts bei Politikern, Demographen und Ökonomen Sorgen über die möglichen Auswirkungen des Rückgangs der Geburtenrate laut. Dieser Beitrag beschäftigt sich mit den Befürchtungen, die sich auf die daraus hervorgehende Überalterung der

ABSTRACTS

Gesellschaft bezogen, die zwischen den mittleren 30er und den späten 40er Jahren ihren Höhepunkt erreichten. Unter den Bedingungen der Vollbeschäftigung in der Nachkriegszeit nahm die Diskussion freilich optimistischere Töne an als noch während der Vorkriegsdepression. Quellengrundlage bilden in der Hauptsache die Veröffentlichungen der Hauptvertreter der Diskussion sowie offizielle, halb-offizielle und wissenschaftliche Untersuchungen.